



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Joëlle URBANI

Environnement - Convention de partenariat pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* », qui est une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements.

Cette stratégie proactive vise à réduire tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables. La nouvelle politique se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement au réemploi et à la valorisation des autres matières : tri sélectif, verre, textile, etc. Il s'agit également d'un enjeu important de relocalisation des activités productives et de résilience du territoire dans un contexte de pénurie des matières premières.

Il est dans ce cadre proposé une convention entre la Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire. Cette convention s'inscrit dans l'axe 4 du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui prévoit la sensibilisation des professionnels, l'accompagnement des professionnels qui contribuent aux changements de comportement des consommateurs et la promotion de solutions d'économie circulaire.

Les activités économiques contribuent fortement à la production de déchets. En effet, les données régionales estiment qu'environ 17 millions de tonnes de déchets sont actuellement produits en Occitanie :

- 11.4 Mt (68%) sont des déchets issus du BTP ;
- 2.9 Mt (17,5%) proviennent des ménages ;
- **2.3 Mt (soit 14%) sont issues des activités économiques ;**
- 0.1 Mt (soit 0,5%) sont issus de l'assainissement.

De nombreux professionnels expriment le besoin d'être informés et accompagnés dans la mise en œuvre de cette transition écologique. C'est pourquoi la CCI Hérault accompagne les entrepreneurs qui souhaitent se lancer ou accélérer leur transition écologique avec un état des lieux rapide et pragmatique.

La CCI de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent ainsi renforcer leur partenariat sur la problématique de gestion des déchets des activités économiques, notamment pour améliorer le tri sélectif auprès des ressortissants de la CCI. Il s'agit également d'engager le territoire vers des modèles économiques d'économie circulaire. L'économie circulaire consiste à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets. Il s'agit de passer d'une société du tout jetable à des modèles économiques circulaires.

Pour ce faire, une convention de trois ans précisant les actions à mener, les moyens humains, la mise à dispositions de matériels de communication ainsi que les aspects financiers alloués à chacune des parties est établie.

Cette convention a pour objet notamment le financement par la Métropole à hauteur de 60 000 € par an de deux postes de chargés de mission à temps plein, salariés de la CCI de l'Hérault. Ces deux postes salariés à la CCI de l'Hérault permettront :

- De renforcer les relations entre les services des deux structures afin de solutionner rapidement des problématiques de gestion de déchets et de nettoyage ;
- D'organiser des actions de prévention et de sensibilisation auprès des entreprises (commerçants, industriels ...) ;
- De déployer de la communication à destination des professionnels ;

- D'accompagner la démarche de modification du périmètre du service public de gestion des déchets ;
- D'accompagner le déploiement de la politique métropolitaine sur les biodéchets ;
- D'établir des diagnostics avec évaluation des résultats ;
- De former le personnel de la CCI Hérault et les ressortissants ;
- De favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique « *Zéro déchet* » et anticiper les conséquences des nouvelles réglementations (loi AGECL Anti-Gaspillage et Economie Circulaire notamment).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-224493-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CCI 3M VF 140223.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.